

*Les politiques visant à freiner l'explosion démographique en Afrique relèveraient-elles de la "diversion" ? Chercheur camerounais, Jean-Marc Ela le pense, en constatant le peu de cas fait aux problèmes de développement et de répartition de la richesse entre le Nord et le Sud.*

ALORS que le monde est en train de vivre la plus grande aventure démographique de son histoire, la Conférence sur la population et le développement réunie au Caire du 5 au 13 septembre ne va-t-elle pas imposer à l'Afrique des stratégies élaborées par le Nord en fonction de ce qui, aux yeux des pays riches, constitue le défi de cette fin de siècle ? Si la santé génésique et les problèmes de procréation alimentent l'essentiel des débats de cette conférence, les groupes d'intérêt et les institutions qui lancent chaque jour des appels en faveur de la réduction des naissances risquent d'imposer des politiques faisant fi de l'attente des femmes africaines dans le domaine socio-économique.

Tout donne à penser que l'objectif à atteindre par les Nations unies est un abaissement de la fécondité pour favoriser une stabilisation de la population. La Banque mondiale prône un néomalthusianisme primaire, estimant que la croissance démographique est la seule responsable de tous les maux de la planète. Son président, M. Barber Conable, a récemment déclaré que, en l'an 2000, le contrôle des naissances devra être "une pratique acceptée par au moins la moitié des couples du tiers-monde". Il s'est dit très inquiet "au sujet des terribles pressions que des milliards de gens en plus vont imposer à l'environnement de notre terre". Pour que la planète soit sauvée, "il n'y a absolument aucun doute qu'il nous faut saisir la question démographique à bras-le-corps (1)".

Dès lors, la conférence du Caire devrait parvenir à un consensus permettant au Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (FNUAP) d'espérer davantage de crédits occidentaux afin de précipiter la baisse du taux de natalité par l'application massive de programmes axés sur la planification familiale. Il est révélateur que, dans le projet de document final, les questions de développement, pourtant fondamentales pour les pays d'Afrique, soient abordées en six pages seulement sur un total de quatre-vingt-trois pages. Les vraies préoccupations de la conférence du Caire vont ailleurs : il s'agit de "désamorcer la bombe démographique" et de faire face à la très forte fécondité des Africaines.

Au moment où "les Blancs lâchent l'Afrique (2)", on comprend l'intérêt qu'ils portent aux problèmes de fécondité qui alimentent "l'idéologie sécuritaire dans

les pays frappés par l'hiver démographique". Les législations visent à contrôler l'immigration d'habitants du Sud attirés par la croissance économique des pays industrialisés. Des politiques concertées s'appliquent de manière rigide dans les sociétés occidentales, où le droit d'asile est remis en question alors qu'on n'a jamais autant parlé des droits de l'homme (3). La fermeture des frontières aux ressortissants du Sud constitue un réflexe d'autoprotection devant "l'irruption des pauvres" (4), dont le nombre fait peur (5).

Les peuples d'Afrique basculent dans une sorte de "hors-monde" : les stratégies de contrôle de la population s'amorcent dans un environnement international où le continent noir n'intéresse plus personne. Après l'ajustement structurel, faut-il s'attendre à l'ajustement de la fécondité ? A l'heure où l'argent est la seule valeur dans un monde qui se globalise, les problèmes démographiques n'échappent pas à la restructuration idéologique qui s'est développée depuis les années 80 avec le retour en force du néolibéralisme. En dehors des situations d'urgence et de catastrophes, qu'importent la santé et l'éducation des populations africaines s'il faut réduire les dépenses sociales de l'Etat pour payer le service de la dette !

Or, au lieu d'imposer aux Africains une transition démographique venue d'ailleurs, il faut au contraire permettre aux femmes de participer à un nouvel ordre mondial en leur donnant les moyens efficaces d'investir leurs potentialités ailleurs que dans la procréation. Dans cette perspective, comment poser les conditions d'un développement durable sans procéder au partage des richesses mondiales ? Au-delà des discours alarmistes, il convient d'élargir le champ de l'analyse pour définir les vrais défis en matière de population. Dans le Nord, aux sociétés vieillies s'impose la recherche d'une nouvelle éthique et d'une politique de la natalité (6). En Afrique noire, outre le problème des migrations du Sud vers le Nord - l'un des grands défis de demain - , aucune stratégie démographique ne peut se mettre en place sans que soit resitué au centre des réflexions sur le développement l'ensemble des questions fondamentales posées par le passage du monde rural au monde urbain (7). Si la ville est l'environnement dans lequel des millions d'Africains sont appelés à vivre dans les années à venir, comment intégrer population et développement sans repenser la notion de travail dans les sociétés où, au-delà de la "débrouille", les jeunes générations cherchent de nouvelles voies d'entrée dans la modernité ? Il paraît impossible de répondre de façon pertinente à ces questions sans une remise en question des économies qui se fondent sur le gaspillage (8). Toute politique de la population et de l'environnement qui n'est pas axée sur la recherche d'un nouvel équilibre entre le Nord et le Sud est une diversion organisée.

Jean-Marc Ela